

À TABLE!

Bulletin de liaison de la Table de Concertation sur la
Faim du Montréal Métropolitain

Novembre 1994

Un nouvel outil à votre service...

Vous avez présentement entre vos mains le tout premier numéro de *À TABLE!*, le bulletin de liaison de la *Table de Concertation sur la Faim du Montréal Métropolitain*. Par cette initiative, nous espérons fournir un outil propre à favoriser les échanges et les informations à propos des multiples activités qui caractérisent la TCFMM, mais aussi de celles qui proviennent des groupes qui en sont membres.

L'idée d'un tel bulletin découle de la volonté exprimée au cours des derniers mois par plusieurs membres de la TCFMM, qui souhaitaient pouvoir disposer de moyens de diffusion et d'échanges pour mieux faire circuler et enrichir les expériences et perspectives mises de l'avant à l'échelle des quartiers. Également, plusieurs désiraient être mieux informés des activités et résultats des divers comités de travail de la Table, afin de s'approprier leur contenu. Enfin, une volonté s'est clairement exprimée de faire connaître certaines initiatives à venir, ceci afin de leur assurer une participation et un rayonnement accrus.

Quelques mots sur le nom même du bulletin. *À TABLE!* peut être abordé dans les deux sens de l'expression. Premièrement, ce nom inclut l'idée que nous devons nous mettre ensemble «à table» pour mieux travailler ensemble et mettre en commun nos expériences et les perspectives que nous défendons. En second lieu, toutes nos actions et réflexions ne sont-elles pas vouées à ce que tout le monde, dans notre société, puisse bénéficier du droit et des moyens de se mettre «à table» pour se nourrir convenablement? Par ce bulletin, nous mettrons donc ensemble «sur la table» nos efforts et nos idées, ceci pour mieux interagir dans le cadre de la démarche concertée que nous souhaitons pousser plus loin entre nous.

Tout comme la TCFMM elle-même, *À TABLE!* doit appartenir pleinement à ses membres. C'est pourquoi nous vous invitons à vous approprier cet outil. Comment? Bien des façons sont possibles. D'abord, vous pouvez nous contacter en tout temps si vous souhaitez faire paraître une information dans nos pages. Également, si vous désirez partager certaines réflexions devant l'enjeu de la faim, n'hésitez pas à nous les transmettre pour publication. De son côté, l'équipe de production du bulletin s'engage à présenter à chaque numéro des rapports synthétiques sur les activités des différents comités de la TCFMM, ainsi que sur ce qui provient de démarches comme celle, entre autres, du Carrefour de recherche.

Outre la circulation des informations et initiatives internes, nous proposons également que le bulletin puisse servir de «carte de visite» pour la TCFMM, afin de la faire mieux connaître et de lui assurer un plus important rayonnement auprès des autres démarches susceptibles de se sentir concernées par les enjeux et perspectives que les membres de la TCFMM s'efforcent de développer. Nous espérons donc que cette initiative saura vous être utile et qu'elle pourra vous appartenir dès le départ. Nous vous assurons de toute notre disponibilité pour que ces objectifs puissent connaître leur pleine réalisation, et ce dans un proche avenir.

Daniel Laprès

éditorial

La réforme ou le gros cargo et les petits caboteurs

La réforme du ministre Axworthy n'a pas fini de faire des vagues. Sous des dehors de réforme administrative, il s'agit, en réalité, d'une décision politique majeure et de la promotion d'un autre contrat social. Comme cette réforme va toucher à l'avenir des personnes en chômage, aux études ou encore assistées sociales, nous avons toutes les bonnes raisons de nous en occuper. Ces personnes se retrouvent, en effet, un jour ou l'autre, dans les organismes d'aide alimentaire qui sont les nôtres. Or, je ne crois pas que la réforme qui se dessine va changer pour le mieux la situation déjà pénible de tous ces gens. Beaucoup de groupes et d'organismes partagent actuellement cette impression.

À la Table, nous allons tenter de mieux comprendre les points majeurs de cette réforme et de préciser les enjeux en cause. Dans un deuxième temps, nous reviendrons à notre propre terrain pour nous demander quelles grandes lignes devrait comporter une véritable réforme sociale qui nous ressemble. Nous pourrions, par la suite, décider des actions communes à effectuer avec d'autres groupes pour sensibiliser nos décideur(e)s politiques.

Telle est l'orientation pour les mois qui viennent. Elle s'inscrit très bien dans les recommandations qui ont été exprimées lors du dernier colloque de la Table.

Mais cet effort de réflexion ne nous empêche pas de pousser plus avant des expériences nouvelles comme celle des Magasins-partage. Au contraire! Dans la mesure où de plus en plus de personnes retrouveront le goût de reprendre l'initiative dans leur vie et dans leur milieu, les solutions gouvernementales qui nous sont proposées leur apparaîtront plus mesquines. Au lieu de chercher à nous faufiler dans des programmes qui ne nous conviennent pas, nous pourrions alors demander avec plus de force les différents moyens de soutenir les solutions qui collent davantage aux besoins des gens.

Il y a là un changement majeur à effectuer. Mais je crois à la force et à l'entêtement de ces petits bateaux qui poussent contre la coque du gros cargo. Peu à peu, ils finissent par le faire bouger et à le remettre dans le courant.

Guy Paiement, président de la Table

Les grands enjeux de la réforme

Voici une synthèse qui présente, pour les trois domaines visés par la réforme, les programmes «étudiés» et les solutions/enjeux à discuter.

Emploi: Programmes concernés: Assurance-chômage, Service de développement à l'emploi (orientation, aide à la formation professionnelle, subventions à la mobilité et supplément du revenu).

Enjeux et solutions:

1re hypothèse: Redresser le système actuel
- baisse de prestations
- diminution de la durée des prestations
- resserrement des critères d'accessibilité

2e hypothèse: Système à deux voies
- assurance-chômage pour chômeurs/chômeuses occasionnel(le)s
- assurance-adaptation pour chômeurs/chômeuses fréquent(e)s

Éducation: Programmes concernés: subvention directes et indirectes aux universités, Prêts étudiants, Régimes d'épargne étude.

Enjeux et solutions:

- élimination des subventions aux institutions pour financer directement les individus
- Prêts et Bourses avec remboursement relatif au revenu

Sécurité sociale: Programmes concernés: Prestation fiscale pour enfants, Régime d'assistance publique du Canada (Aide sociale).

Enjeux et solutions:

1re hypothèse: remplacement des différents programmes fédéraux ou provinciaux par un seul et unique programme de Revenu annuel garanti

2e hypothèse: financement global aux provinces

3e hypothèse: offrir un meilleur soutien de revenu aux familles à faible revenu avec enfant

La réforme piégée

“Nous sommes trop endettés, il faut couper dans les dépenses. Nous avons trop de gens qui ne travaillent pas, il faut les remettre au travail. Nos programmes sociaux sont inadaptés, il faut les réformer.” Ces trois affirmations me semblent être à la base de la grande réforme du gouvernement fédéral actuel. Beaucoup de gens sont sans doute d'accord avec ces constatations. Comment expliquer, alors, le malaise de nombreux groupes devant la consultation en cours du ministre Axworthy? S'agit-il, comme le laisse entendre ce dernier, de simples réactions nostalgiques ou conservatrices devant des changements pourtant nécessaires?

Je pense que la cause majeure de l'opposition qui se met en place vient du fait que beaucoup d'entre nous ont l'impression d'être piégés par cette vaste opération. En premier lieu, nous sommes devant un changement majeur qui relève d'une décision proprement politique. Mais on tente de ramener celle-ci à des multiples changements administratifs. Au lieu de partir des expertises locales et des compétences provinciales existantes, on a décidé d'occuper tout le terrain et d'inviter les individus, les groupes et les provinces à venir jouer le jeu fédéral en prenant les règles que ce dernier impose à tout le monde. Si l'on ne participe pas, c'est, bien sûr, que l'on a peur du changement, dira-t-il. Si, par contre, on décide de participer, on aura l'impression de cautionner ce que le gouvernement a déjà mis en place et qui fait fi des compétences déjà existantes.

Un autre motif du malaise actuel vient de la préoccupation obsessionnelle du gouvernement pour réduire le déficit. Je ne nie pas qu'il y ait là un problème important. Mais la preuve n'est pas faite qu'il faille sabrer dans les programmes sociaux plutôt que de couper, à titre d'exemple, dans tous les domaines que le vérificateur général a pointés du doigt comme étant des dépenses inutiles ou des manques à gagner. Le ministre Martin, pour sa part, a reconnu la pression que le pouvoir financier exerce sur le gouvernement. Il s'est bien gardé, cependant, de proposer des mesures concrètes pour l'encadrer et le démocratiser. Actuellement, tout se passe comme si le pouvoir des banques était devenu intouchable. Les recommandations de l'OCDE, qui n'ont pourtant, aucune représentativité démocratique, sont acceptées par le Canada comme des volontés célestes. Cette nouvelle «théologie fataliste» suscite une bonne dose de scepticisme politique dans la population mais le gouvernement ne semble guère s'en émouvoir, convaincu que sa croisade est juste et incontournable.

Une troisième raison vient du changement de contrat social que le gouvernement entend promouvoir. Jusqu'ici, les programmes sociaux étaient basés sur la reconnaissance par la société d'une responsabilité à l'égard des personnes les plus faibles. La charte des droits semblait donner encore plus de poids à cet exercice politique de la

compassion. Dorénavant, c'est la nécessité de travailler qui joue le rôle de critère fondamental. Certes, le nombre de personnes aptes à travailler est élevé. Mais il est naïf de croire que l'on pourra changer de critère sans en payer le prix. Si l'on voulait vraiment remettre les gens au travail, il faudrait que le gouvernement ait une politique de l'emploi qui soit digne de ce nom. Il faudrait surtout une concertation entre les différents ministères pour la rendre possible. Il faudrait encore que l'on puisse tabler sur les expertises régionales et sur la capacité des provinces à concerter les divers décideurs économiques pour créer de nouveaux emplois. Mais cette voie est longue. Elle suppose le respect des compétences des divers partenaires. Au lieu de ce contrat social vraiment adapté à ces nouveaux défis dont on nous rabat les oreilles, le gouvernement opte pour occuper tout le terrain, privilégie une approche individuelle, comme si la responsabilité de relancer l'économie était désormais celle de chaque citoyen, comme s'il fallait travailler à n'importe quel prix dans n'importe quel situation. Mais à qui fera-t-on croire que l'on peut exiger des simples citoyens de porter un fardeau qu'aucune entreprise n'accepterait seule de porter?

Au Québec, en particulier, nombreux sont les groupes et même les fonctionnaires qui connaissent très bien les limites des programmes d'employabilité et l'incapacité des programmes actuels à intégrer les personnes dans un marché du travail qui se rétrécit de plus en plus. Croit-on vraiment que tous les milieux et les réseaux de soutien vont embarquer comme par magie dans ces vues qui retardent sur les expériences en cours et qui risquent de maintenir encore plus de gens dans la précarité au lieu de les en sortir?

Malgré tous ces pièges, on peut toujours décider de participer à la vaste consultation du gouvernement. Ne serait-ce que pour limiter les dégâts. Je demeure, pour ma part, de plus en plus convaincu qu'il est urgent de revenir à notre propre terrain et de chercher ce que nous voulons vraiment comme réforme des programmes sociaux. D'en faire même une véritable urgence nationale.

Guy Paiement

Magasins-Partage 1994: ça démarre...

Suite au succès de l'expérience des Magasins-Partage de la campagne de Noël 1993, et aussi avec la reprise de la formule dans certains quartiers durant certaines périodes de l'année qui vient de s'écouler, tout indique que la prochaine campagne de Noël 1994 s'avère des plus prometteuses.

Cette année donc, nous pouvons compter de nouveau sur l'appui de la *Fondation Marcelle et Jean Coutu* et de la Ville de Montréal. Nouveauté: la STCUM se joint aux rangs de nos partenaires, avec une collaboration dont les modalités seront bientôt précisées. D'autres partenaires, notamment en ce qui concerne les médias, expriment le désir de se joindre à l'opération, et les confirmations en ce sens ne sauraient tarder.

Pour l'instant, nous pouvons compter sur la mise sur pied d'au moins 12 Magasins-Partage (comparativement à 10 l'an dernier), situés dans autant de quartiers. Le nombre prévu de familles rejointes est d'environ 3 300 familles. Ces Magasins-Partage seront les suivants: Le Centre des femmes de Montréal (distribution de jouets); le CLSC Centre-Ville; le CLSC St-Hubert; Le Magasin-Partage de Rosemont; Le Fonds de Dépannage du Nord-Ouest de Montréal; le Magasin-Partage Hochelaga-Maisonneuve; Mercier-Est/Quartier en Santé; la Paroisse St-Louis-de-Gonzague (Plateau Mont-Royal); Les Chemins du Soleil (Centre-Sud); le Patro Le Prévoist et le Comptoir Notre-Dame-du-Rosaire (Petite-Patrie); le S.N.A.C. (Ahuntsic).

La *Old Brewery Mission* sera également des nôtres, en organisant un Magasin-Partage qui impliquera des itinérants, qui y agiront en tant que bénévoles. Tout cela implique, vous l'imaginez sans doute, des efforts immenses, déployés par des centaines de personnes. Tout augure donc pour une campagne caractérisée plus que jamais par la solidarité, le partage et l'entraide mutuelle. A suivre donc...

Une journée d'information et d'échange:

LES NOUVELLES INITIATIVES POUR CRÉER DE L'EMPLOI: COMMENT S'Y RETROUVER

Le 19 octobre dernier, plus de 200 personnes ont participé à une rencontre, organisée à l'initiative du *Comité Travail-Montréal de Vivre Montréal en Santé* et avec la collaboration du *Centre St-Pierre*, portant sur le thème des nouvelles initiatives pour créer de l'emploi. Durant cette journée d'information et d'échanges, les participants ont pu se pencher et débattre de certains thèmes, dont notamment le Fonds décentralisé de création d'emploi; les Corporations intermédiaires de travail; les entreprises d'insertion et les nouveaux emplois communautaires. Plusieurs personnes-ressources et animateurs de ces divers types d'initiatives étaient sur place pour livrer leurs analyses et évaluations tirées de leurs expériences respectives. Un point de vue critique était assuré par la participation d'autres personnes, spécialement convoquées à cette fin. Tous les personnes ayant pris part à cette rencontre ont convenu de la nécessité de donner des suites concrètes à cette initiative.

Dans notre prochain numéro: un bilan de la Journée Mondiale de l'Alimentation 1994, dont des assises ont eu lieu à Longueuil, le 22 octobre dernier.

Si vous désirez recevoir régulièrement **À TABLE!** (10\$ pour quatre numéros), vous n'avez qu'à remplir ce coupon d'abonnement et nous le faire parvenir, ainsi qu'un chèque ou mandat à l'ordre de:

Table de Concertation sur la Faim du Montréal Métropolitain
5174 Drolet, Montréal, Qc H2T 2H2

Nom/organisme: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

À TABLE! Rédaction - Daniel Laprès, Mise en page - Daniel Lagacé
Si vous désirez nous contacter, vous n'avez qu'à téléphoner au 271-3712